

Entre un cessez-le-feu et une élection :
Une analyse de la deuxième guerre du Karabakh d'un point de vue français

Par Florent Marchais,
étudiant en défense, sécurité et gestion de crise à IRIS Sup'



CuriousGolden, *Map of the Nagorno-Karabakh conflict following the 2020 Nagorno-Karabakh war*, Wikimedia Commons, 19 décembre 2020. Carte.

Le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan a récemment déclaré qu'il quitterait ses fonctions en avril pour déclencher des élections en juin afin de regagner la confiance du public. Dans un [sondage](#) réalisé en février, le Premier ministre a reçu une opinion très favorable de 30 % des Arméniens (alors que l'armée a reçu une opinion très favorable de 50 % - un signe troublant pour un pays ayant une histoire récente de protestations venant de certains irrédentistes militaires). Si l'on prend en considération le fait qu'il a [purgé](#) les officiers militaires mécontents de sa gestion de la deuxième guerre du Karabakh en octobre 2020 et que les principaux partis d'opposition sont [divisés et impopulaires](#), la coalition "My Step" de Pashinyan devrait remporter la victoire si aucun événement inattendu ne survient d'ici juin. Cependant, oscillant autour de 30 %, la coalition de Pashinyan devra regagner les cœurs des Arméniens sur des questions comme le chômage et la gestion de la pandémie s'il veut vraiment gagner la confiance populaire. 50 % des Arméniens qui ont déclaré qu'ils ne voteraient pas ont indiqué qu'ils ne faisaient confiance à aucun parti politique.

Les récentes menaces proférées par les forces militaires à l'encontre de la légitimité de Nikol Pashinyan et ces prochaines élections parlementaires de juin en Arménie viennent s'ajouter aux préoccupations actuelles pour la démocratie dans le monde - mais elles nous permettent également de réexaminer la place de la région du Caucase dans la géopolitique mondiale, le rôle de la France en tant qu'acteur international et, surtout, l'histoire tragique des conflits qui ont ravagé l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la région du Haut-Karabakh depuis 1988.

En effet, en octobre 2020, le déclenchement de la guerre entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie a attiré l'attention internationale sur la région du Haut-Karabakh. Certains sur les réseaux sociaux et dans les médias ont tenté de simplifier à l'extrême ce conflit en le [présentant](#) comme une guerre de religion entre Azéris musulmans et Arméniens chrétiens, ou de l'occulter en affirmant que ce conflit ethnique de la région du Caucase était ["trop insignifiant"](#) pour être analysé ou que les Occidentaux [ne faisaient pas](#) l'effort de le comprendre. De telles généralisations empêchent des discussions réelles et approfondies sur les impacts géopolitiques que le conflit pourrait avoir dans la région du Caucase, et le rôle (s'il y en a un) que la France devrait jouer dans la promotion de la paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Maintenant que la "deuxième guerre du Karabakh" a été conclue par un traité de paix le 10 novembre 2020, les prochaines élections de juin 2021 en Arménie permettent de réfléchir au rôle de la France et de la communauté internationale dans le maintien de la démocratie face aux forces militaires qui réclament la démission du Premier ministre arménien démocratiquement élu, Nikol Pashinyan.

La note qui suit fait le point sur la situation en résumant les points clés du conflit, les solutions proposées par les acteurs internationaux et les personnalités politiques françaises, et formule enfin une recommandation claire et concise : la France doit promouvoir la démocratie dans la région du Caucase *sans* se précipiter vers des solutions militaires interventionnistes.

Un bref point de situation dans le territoire du Haut-Karabakh

En 1920, l'armée soviétique envahit la région du Caucase, permettant la création de nouvelles républiques socialistes. La région du Karabakh est intégrée à l'Azerbaïdjan, bien qu'elle soit à plus de [90 %](#) arménienne à l'époque. Le conflit régional entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan est resté inactif pendant la période soviétique. Des [tensions ethniques](#) entre Arméniens et Azéris éclatent en 1988, pendant la période des réformes soviétiques de Gorbatchev. Après la dissolution de l'Union soviétique, des [guérillas au Karabakh](#) parrainées par l'Arménie finissent par provoquer une véritable guerre en 1992 avec l'Azerbaïdjan. Après l'échec des initiatives de paix de l'Iran et de la CSCE, la Russie négocie un cessez-le-feu dans la région en 1994. Au total, la "première guerre du Karabakh" et les violences qui suivent jusqu'en 2020 font [30 000](#) morts dans les deux camps et provoquent le déplacement de 700 000 Azéris du Haut-Karabakh. Les tensions ethniques ont donné lieu à des violences depuis, faisant plusieurs morts lors des affrontements de Martakert en 2008 et environ [350](#) morts lors de la "guerre des quatre jours" d'avril 2016.

Le 27 septembre 2020, l'Azerbaïdjan bombarde des cibles civiles dans les villes du Karabakh, dont Stepanakert, déclenchant ainsi la "deuxième guerre du Karabakh", qui dure six semaines. Un cessez-le-feu russe est négocié le 10 octobre et un cessez-le-feu américain le 26 octobre. Chaque accord est violé peu de temps après sa mise en œuvre, l'Arménie et l'Azerbaïdjan se rejetant mutuellement la responsabilité de ces violations. Le 8 novembre, les forces azerbaïdjanaises capturent Shusha, une ville de montagne de haute altitude, parfaite pour le stationnement des armes d'artillerie. Au total, 2425 soldats arméniens et 2783 soldats azéris [sont tués](#), tandis que 100 disparaissent au combat. Au moins 143 civils sont également tués des deux côtés. Le 10 novembre, le président russe, Vladimir Poutine, fait signer au Premier ministre arménien Nikol Pashinyan et au président azéri Ilham Aliyev un [accord de cessez-le-feu](#) et les termes d'une surveillance du cessez-le-feu exigée par les forces russes.

[1960](#) soldats de la paix russes surveilleront la frontière de la région du Haut-Karabakh et le FSB surveillera les transports à destination et en provenance de la région. Les forces de maintien de la paix seront très présentes dans le corridor stratégique de Latchin, qui relie l'Arménie à la région du Haut-Karabakh. Les Azéris recevront la totalité du Haut-Karabakh et stationneront leurs troupes dans la ville stratégique de Choucha. Selon les déclarations d'Ilham Aliyev, des forces turques seront présentes dans la région pour maintenir l'opération de maintien de la paix.

Fin février 2021, des [manifestations](#) anti-gouvernementales éclatent après la défaite de l'Arménie. Bon nombre des manifestants [sont](#) des irrédentistes pro-militaires. Le 24 février, l'état-major général de l'armée arménienne, Onik Gasparian, est relevé de ses fonctions après [avoir demandé](#) au Premier ministre, Nikol Pashinyan, de démissionner en raison de cette défaite. Pashinyan perçoit en effet cela comme une tentative de coup d'État par les militaires et appelle ses partisans sur Facebook à se rassembler sur la Place de la République d'Erevan. 20 000 Arméniens se rassemblent pour soutenir Pashinyan face à l'intimidation de l'armée.

Évaluation des précédentes initiatives politiques françaises entreprises avec l'OSCE

En 1992, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), l'organisation formée après la conférence d'Helsinki de 1975 (rebaptisée l'OSCE en 1995), crée le [groupe de Minsk](#). Cette organisation comprend la France, la Russie, les États-Unis et onze autres pays, chargés de rédiger un accord de paix pour l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Certains membres du groupe de Minsk préconisent l'envoi de forces de maintien de la paix de l'OTAN pour faire respecter les accords de cessez-le-feu et instaurer une paix durable. La Russie s'y oppose en raison de la proximité de la région à ses frontières.

Cette même année, la CSCE demande à ses États participants "d'imposer un embargo sur les livraisons d'armes aux forces engagées dans les combats dans la région du Haut-Karabakh". Mais comme il s'agit d'un embargo multilatéral "volontaire" sur les armes, la CSCE n'a aucun moyen d'appliquer des sanctions aux États membres qui violent cet embargo. De multiples États participants de la CSCE ont vendu des armes à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan depuis 1992, dont la France, qui a [accordé](#) 14 licences d'exportation d'armes à l'Azerbaïdjan pour un total de 909 511 784 euros de ventes rien qu'entre 2014 et 2015.

En 2007, l'OSCE rédige les [principes de Madrid](#), qui auraient soutenu l'organisation d'un référendum pour le Karabakh si l'Arménie avait restitué des territoires occupés entourant le Haut Karabakh à l'Azerbaïdjan pour promouvoir la paix. En 2009, le président français Nicolas Sarkozy, le président américain Barack Obama et le président russe Dimitri Medvedev [réaffirment](#) leur soutien à ce plan pour l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Mais comme les deux parties ont violé les conditions de cessez-le-feu du protocole de Bichkek de 1994, les propositions de l'OSCE ne portent pas réellement leurs fruits.

Les actions de la France dans la "deuxième guerre du Karabakh" de 2020

Certains membres de la diaspora arménienne (dont la population est estimée à environ [500 000](#) personnes en France) [plaident](#) pour que le gouvernement français soutienne davantage l'Arménie dans le conflit. Lors d'un rassemblement d'Arméniens à Paris, Franck Papazian, co-président du Comité des organisations arméniennes de France (CCAF), proclame : "Nous ne pouvons pas laisser ce massacre se produire - nous avons besoin de soldats de la paix dans la région !" [Certains](#) affirment que le CCAF a des [liens controversés](#) avec des mouvements irrédentistes et que les dirigeants de ce mouvement ont fait des [déclarations problématiques](#) sur la "nécessité de la [violence](#)" au nom de la résistance arménienne à l'oppression turque.

Le 4 octobre 2020, 173 personnalités politiques françaises, dont Anne Hidalgo et Laurent Wauquiez, signent une [tribune](#) appelant la France à sortir de sa neutralité à l'appel du CCAF. La tribune donne un résumé de l'agression azérie jusqu'au mois d'octobre et condamne, à juste titre, les Loups gris, un groupe turc d'extrême droite qui a agressé des Arméniens en France. Elle critique également le double rôle ironique de la Turquie en tant que membre de l'OSCE et contributrice à l'agression azérie contre l'Arménie. En outre, elle appelle à une réévaluation de la neutralité de la France qui "n'a pas réussi à créer la paix pendant des décennies." Cette tribune énonce des évidences. Ce vague appel à "réévaluer la neutralité de la France" aide stratégiquement les hommes et femmes politiques français de tous bords à faire appel aux électeurs qui se soucient des droits humains et de la diplomatie internationale sans présenter un plan d'action concret sur la manière d'agir, laissé à l'imagination du public. Cette absence de description d'un plan a même conduit certains députés de l'Assemblée nationale à suggérer une intervention militaire de la France et de ses alliés de l'OTAN.

Début octobre 2020, les députés de La République en Marche (LREM) Anne-Laurence Petel et Guillaume Kasbarian tentent de pousser le président Macron à soutenir davantage les Arméniens dans le conflit du Karabakh, déclarant que le soutien du président turc Recep Tayyip Erdogan à l'Azerbaïdjan est un signe de son ["impérialisme" géopolitique](#) et rappelant comment les frappes aériennes de l'OTAN en Yougoslavie "ont finalement forcé le président yougoslave Slobodan Milosevic à faire marche arrière" (une simplification excessive qui néglige les [échecs](#) de [l'intervention illégale](#) de l'OTAN au Kosovo) pour citer un précédent pour une potentielle intervention militaire dans le Caucase.

Le 24 octobre, une douzaine de députés du Parlement français se [rendent](#) Arménie pour témoigner de leur engagement en faveur d'un règlement pacifique et durable du conflit. Le 26 novembre, une majorité écrasante de sénateurs de tous les groupes parlementaires du Sénat français [vote](#) en faveur de la reconnaissance légale de la région du Haut-Karabakh comme un pays à part entière. Même l'Arménie ne reconnaît pas la région comme un pays indépendant, en partie parce qu'elle considère cette région comme une partie de son propre territoire pré-soviétique. Bien que ce soit le cas, le Premier ministre arménien Nikol Pashinyan a salué la déclaration des sénateurs français, qualifiant leur résolution de coup "historique". Dès le lendemain, le ministère français des Affaires étrangères [déclare](#) que "la France ne reconnaît pas la République autoproclamée du Haut-Karabakh" et que "notre responsabilité en tant que co-président du Groupe de Minsk de l'OSCE est d'œuvrer à une solution négociée du conflit dans le Haut-Karabakh, en particulier sur la question du statut futur du Haut-Karabakh, et le résultat de cette négociation ne peut être déterminé à l'avance et unilatéralement."

Quelles actions possibles la France pourrait-elle entreprendre à la lumière de l'évolution de la situation au Haut-Karabakh ?

Parce que la Russie et la Turquie administrent déjà un cessez-le-feu, il n'est ni raisonnable ni souhaitable pour la France d'entreprendre une action militaire à l'heure actuelle. Emmanuel Macron a même [déclaré](#) que la région du Karabakh est reconnue par l'ONU comme étant azerbaïdjanaise et que les pays ne peuvent pas envahir d'autres à moins d'y être invités par leur État souverain. Le temps d'une intervention, même si elle était souhaitable, est dépassé depuis longtemps. Ceci exclut une intervention unilatérale de la part de la France.

Le [mécontentement](#) politique à l'égard de Nikol Pashinyan, avec des accusations de sa "mauvaise gestion de la guerre" et la popularité des militaires arméniens, pourraient éventuellement permettre une subversion du [gouvernement "My Step"](#), une coalition pro-russe, centriste. La meilleure initiative que la France puisse prendre serait d'encourager les citoyens français à [participer](#) à l'observation des [élections arméniennes](#) de juin 2021 avec le [Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme](#) (ODIHR), le bureau d'observation des élections internationales des pays de l'OSCE.

Faire face au recrutement pour la guerre par l'extrême droite en France

Au moment le plus intense du conflit, la France a vu certains de ses propres citoyens se rendre dans la région du Haut-Karabakh pour combattre aux côtés des Arméniens. Le Monde a [confirmé](#) qu'il y avait « une centaine de cas » de jeunes Arméniens à se rendre sur le champ de la bataille. Marc de Cacqueray-Valmenier, chef du groupuscule d'extrême droite nommée Zouaves Paris (ZVP) a [annoncé](#) à ses followers sur Instagram fin octobre qu'il était parti combattre les Azéris, car "l'avenir de notre continent et de notre civilisation se joue au Haut-Karabakh". Il a également déclaré qu'il avait l'intention de créer des brigades internationales de combattants pour alimenter le conflit. Des actions aussi effrontées de groupes [d'extrême droite pour recruter des jeunes](#) en France pour combattre méritent d'être combattues par la justice

républicaine et par la dissolution des groupes qui montrent des liens directs avec le recrutement de jeunes gens comme chair à canon pour des guerres étrangères.

Quel cadre d'intervention la France doit-elle utiliser ?

Une intervention multilatérale par des forces de maintien de la paix d'un organisme comme l'ONU n'est pas à recommander puisque la Russie arbitre déjà le respect du traité de paix qu'elle a négocié avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan. L'ONU a l'habitude de ne pas mettre en œuvre de mécanismes d'application de ses résolutions pour parvenir à une solution durable. Après les [affrontements de 2008 à Martakert](#), la [résolution 62/243](#) a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations unies. Elle exigeait "le retrait immédiat, complet et inconditionnel de toutes les forces arméniennes des territoires occupés de la République d'Azerbaïdjan". Les dirigeants du groupe de l'OSCE et de l'Arménie ont voté contre la résolution, [exprimant](#) une vague inquiétude qu'elle "ne propage que certains de ces principes à l'exclusion des autres." Il n'existe pas non plus de mécanisme d'application militaire des résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies, puisque les véritables pouvoirs de maintien de la paix et de sécurité sont dévolus au Conseil de sécurité (dont la France, les États-Unis et la Russie sont membres avec droit de veto).

Ayant fixé les conditions des accords de cessez-le-feu de 1994 et 2020, les forces et les diplomates russes ne verraient pas d'un bon œil une nouvelle ingérence étrangère dans la région du Caucase, à proximité de leurs frontières. Le [manque de confiance](#) à l'égard des Nations unies dans le monde est souvent le résultat de l'échec des opérations de maintien de la paix et en matière de développement. Les populations locales ont déjà observé que l'ONU et l'OSCE ne parvenaient pas à faire respecter les traités de paix dans la région du Karabakh par le passé.

Malgré ces échecs de l'OSCE, la France devrait quand même adopter une approche multilatérale pour promouvoir la démocratie *sans* l'utilisation de la force militaire en mobilisant des observateurs pour la surveillance des élections par le biais du ODIHR pour les élections arméniennes en juin et pour favoriser la vigilance contre toute tentative de coup d'État militaire. Aux côtés d'autres partenaires de l'OSCE, la France pourrait également exiger la surveillance des forces russes du maintien de la paix à l'aide de l'imagerie satellitaire et de comités d'investigation afin de garantir un respect équitable des termes convenus de l'accord du cessez-le-feu du 10 novembre 2020. L'historien russo-américain Georgi Derluguian [soutient](#) l'idée de créer une "commission de vérité" pour commencer à panser les plaies et enquêter sur les pertes massives de vies humaines de la deuxième guerre du Karabakh. Une telle proposition pourrait être menée par la France pour organiser une commission équilibrée et impartiale d'analystes et d'activistes pour les droits humains de la diaspora d'origine arménienne, azérie et non caucasienne, et commencer à enquêter sur les crimes de guerre.

Sur un plan plus théorique, il est temps que les Français posent quelques questions cruciales à leurs élus : pourquoi le Sénat français a-t-il voté massivement en faveur de la reconnaissance de la région du Haut-Karabakh et soutenu une "réévaluation" de la neutralité française ? Ces

responsables se soucient-ils vraiment de prévenir l'arrêt d'un conflit armé ? Ou ces déclarations audacieuses ont-elles été faites uniquement pour marquer des points politiques auprès de leurs électeurs ? La France a-t-elle le devoir d'intervenir dans la région du Caucase ? Cela sert-il les intérêts des citoyens français, qui sont censés être les arbitres ultimes de la puissance militaire souveraine de la France ? Si l'on prend un peu de recul pour se poser ces questions, on constatera que celles et ceux qui réclament une intervention étrangère sous l'impulsion du moment sont, au mieux, de simples naïfs et, au pire, des opportunistes cyniques.

Bibliographie

“Public Opinion Survey: Residents of Armenia”, *Center for Insights in Survey Research*, 8 mars 2021, disponible sur :

https://www.iri.org/sites/default/files/final_for_publication_armenia_electoral_reform_march_8_2021.pdf?fbclid=IwAR3Pkjh7r06loiSvh8H3sfS_90pLg_lj9Bm5qvs4ZY-aAHRaSXp4HLWqnRw

“Former head of Armenian Armed Forces returns to office”, *JAM News*, 22 mars 2021,

disponible sur : <https://jam-news.net/former-head-of-armenian-armed-forces-returns-to-office/>

“ՊՊՈՒՆՈՒՄՆԵՐԻՆ 31.7 ՊՈՒՆՈՒՄՆԵՐԻՆ Պ ՊՈՒՆՈՒՄՆԵՐԻՆ «ՊՊ

ՊՈՒՆՈՒՄՆԵՐԻՆ» ՂՊՈՒՆՈՒՄՆԵՐԻՆ ՊՈՒՆՈՒՄՆԵՐԻՆ” *Armenpress*, 31 mars 2021, disponible sur :

<https://web.archive.org/web/20210331142717/https://armenpress.am/arm/news/1047635/>

Nasimi Aghayev, “Armenia-Azerbaijan conflict has nothing to do with religion”, *Medium*, 8 octobre 2020, disponible sur : <https://medium.com/@nasimiaghayev/armenia-azerbaijan-conflict-has-nothing-to-do-with-religion-ce2621ae868a>

Michael Safi and Julian Borger, “US silence on Armenia-Azerbaijan conflict reflects international disengagement”, *The Guardian*, 4 octobre 2020, disponible sur :

<https://www.theguardian.com/world/2020/oct/04/us-armenia-azerbaijan-nagorno-karabakh>

Nazrin Gadimova, “Western Countries Don't Understand Severity of Armenia-Azerbaijan Border Fighting: Experts”, *Caspian News*, 20 juillet 2020, disponible sur :

<https://caspiannews.com/news-detail/western-countries-dont-understand-severity-of-armenia-azerbaijan-border-fighting-experts-2020-7-17-12/>

A. N. Yamskov, “Ethnic Conflict in the Transcaucasus: The Case of Nagorno-Karabakh”, *Theory and Society*, 1991, (20/50), 631–660 p. JSTOR, disponible sur : www.jstor.org/stable/65778

“Reflections on the Baku and Sumgait Pogroms- 30 Years Later”, *The Zoroyan Institute*, 17 janvier 2020, disponible sur :

<https://zoroyaninstitute.org/reflections-on-the-baku-and-sumgait-pogroms-30-years-later/>

Thomas De Waal, *Black Garden: Armenia and Azerbaijan through Peace and War*, NYU Press, New York City, 2003, disponible sur : www.jstor.org/stable/j.ctt9qg51h

Ishaan Tharoor, "The crisis over Nagorno-Karabakh, explained", *Washington Post*, 5 avril 2016, disponible sur : <https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2016/04/05/how-the-crisis-over-nagorno-karabakh-could-get-worse-fast/>

Senior State Department Officials, "Background Briefing on the Nagorno-Karabakh Conflict", *US Department of State*, 16 mai 2016, disponible sur : <https://2009-2017.state.gov/r/pa/prs/ps/2016/05/257263.htm>

"Nagorno-Karabakh conflict killed 5,000 soldiers" *BBC*, 3 décembre 2020, disponible sur : <https://www.bbc.com/news/world-europe-55174211>

"Statement by President of the Republic of Azerbaijan, Prime Minister of the Republic of Armenia and President of the Russian Federation" *Kremlin*, 10 novembre 2020, disponible sur : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/64384>

"Russia deploys peacekeepers to Nagorno Karabakh" *Deutsche Welle*, 11 novembre 2020, disponible sur : <https://www.dw.com/en/russia-deploys-peacekeepers-to-nagorno-karabakh/a-55559305>

"Tentative de coup d'État, crise politique, manifestations... On vous explique la situation en Arménie" *Franceinfo with AFP*, 27 février 2020, disponible sur : https://www.francetvinfo.fr/monde/conflit-dans-le-haut-karabakh/tentative-de-coup-d-etat-crise-politique-manifestations-on-vous-explique-la-situation-en-armenie_4312157.html

"Armenian opposition blocks off parliament demanding PM's resignation" *JAM News*, 10 mars 2021, disponible sur : <https://jam-news.net/armenian-opposition-blocks-off-parliament-demanding-pms-resignation/>

"Armenian armed forces demand resignation of Prime Minister Nikol Pashinyan" *ABC News Australia*, 25 février 2021, disponible sur : <https://www.abc.net.au/news/2021-02-25/armenian-armed-forces-demand-resignation-of-prime-minister/13194166>

"Who we are" *Organization for Security and Co-operation in Europe*, disponible sur : <https://www.osce.org/minsk-group/108306>

2016 *France and Arms Trade Control*, Ministère de la Défense, 28 p., disponible sur : <https://drive.google.com/file/d/1DUMrLS4qeVoAaAAqG0Ozz2KmQG62sDdU/view>

“OSCE Minsk Group, Madrid Document [Excerpt]”, *The Conflict of Nagorno Karabakh*, novembre 2007, disponible sur : <http://www.mountainous-karabakh.org/document.html#.YFeNpOBKib>

“Statement by the OSCE Minsk Group Co-Chair countries”, *Organization for Security and Co-operation in Europe*, 10 juillet 2009, disponible sur : <https://www.osce.org/mg/51152>

Jaques Follorou, “Pas de départs massifs d’Arméniens de France pour le front au Haut-Karabakh”, *Le Monde*, 26 octobre 2020, disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2020/10/26/pas-de-departs-massifs-d-armeniens-de-france-pour-le-front-au-haut-karabakh_6057414_3210.html

Lisa Louis, “Armenians in France plead for Nagorno-Karabakh intervention”, *Deutsche Welle*, 10 octobre 2020, disponible sur : <https://www.dw.com/en/armenians-in-france-plead-for-nagorno-karabakh-intervention/a-55335674>

“Lettre ouverte adressée à l’ensemble des membres du CCAF Et de la communauté arménienne de France”, *Renaissance Arménienne*, 26 avril 2018, disponible sur : <http://www.renaissance-armenienne-paris.fr/?p=980>

Claire Brodier, “France. Les élites diasporiques arméniennes : des acteurs au service de la mère-patrie”, *Diploweb.com*, 8 novembre 2020, disponible sur : <https://www.diploweb.com/France-Les-elites-diasporiques-armeniennes-des-acteurs-au-service-de-la-mere-patrie.html>

Ariane Bonzon, “Mourad Papazian et Ara Toranian, les deux visages du lobby Arménien”, *Slate*, 2 mai 2015, disponible sur : <http://www.slate.fr/story/100813/armenie-hollande-lobby>

“Homme abattu à Orly : les aéroports français, cibles à répétition d'attentats”, *Le Parisien*, 18 mars 2017, disponible sur : <https://www.leparisien.fr/faits-divers/homme-abattu-a-orly-les-aeroports-francais-cibles-a-repetition-d-attentats-18-03-2017-6773799.php>

“Question N° 3483 de Mme Anne-Laurence Petel (La République en Marche - Bouches-du-Rhône)”, Assemblée Nationale, 5 novembre 2020, disponible sur : <https://questions.assemblee-nationale.fr/q15/15-3483QG.htm>

Phillipe Descamps “Vingt ans après, les plaies ouvertes du Kosovo”, *Le Monde Diplomatique*, 23 mars 2019, disponible sur : <https://www.monde-diplomatique.fr/carnet/2019-03-23-Kosovo-vingt-ans-apres>

Jing Ke, "Did the US Media Reflect the Reality of the Kosovo War in an Objective Manner? A Case Study of The Washington Post and The Washington Times", 2008, Intercultural Communication Studies (17/1), disponible sur : <https://web.uri.edu/iaics/files/16-Jing-Ke.pdf>

"The Crisis in Kosovo", *Human Rights Watch*, 2000, disponible sur : <https://www.hrw.org/reports/2000/nato/Natbm200-01.htm>

Guillaume Kasbarian, "Affronter le danger des ambitions impériales d'Erdogan", *Guillaume Kasbarian, député de la première circonscription d'Eure-et-Loire*, 24 octobre 2020, disponible sur : <https://guilleumekasbarian.fr/2020/10/24/affronter-le-danger-des-ambitions-imperiales-derdogan/>

Yves Bourdillion, "Le Sénat français reconnaît le Haut Karabakh, une première mondiale", *Les Echos*, 26 novembre 2020, disponible sur : <https://www.lesechos.fr/monde/europe/le-senat-francais-reconnait-le-haut-karabakh-une-premiere-mondiale-1268398>

Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, "Haut-Karabagh - Déclaration de la porte-parole (26 novembre 2020)", *France Diplomatie*, 26 novembre 2020, disponible sur : <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/armenie/evenements/article/haut-karabagh-declaration-de-la-porte-parole-26-11-20>

"Emmanuel Macron : "Le Haut-Karabagh est un territoire azéri", *TRT Français*, 18 mars 2020, disponible sur : <https://www.trt.net.tr/francais/europe/2020/11/23/emmanuel-macron-le-haut-karabagh-est-un-territoire-azeri-1532853>

"IRI poll reveals Armenian gov't still enjoys considerable support", *JAM News*, 15 mars 2020, disponible sur : <https://jam-news.net/iri-poll-reveals-armenian-govt-still-enjoys-considerable-support/>

"My Step alliance vows to make Armenia industrial country in case of winning in early parliamentary elections", *Armenpress*, 26 novembre 2018, disponible sur : <https://armenpress.am/eng/news/955824.html>

"Armenia to hold snap elections on June 20 after protracted gov't, opposition standoff", *JAM News*, 18 mars 2021, disponible sur : <https://jam-news.net/finally-to-the-polls-armenia-to-hold-snap-elections-on-june-20/>

“How to join an ODIHR election mission”, *Organization for Security and Co-operation in Europe*, disponible sur : <https://www.osce.org/odihr/elections/how-to-become-an-election-observer>

“OSCE Office for Democratic Institutions and Human Rights”, *Organization for Security and Co-operation in Europe*, disponible sur : <https://www.osce.org/odihr>

Jacques Follorou, “Pas de départs massifs d’Arméniens de France pour le front au Haut-Karabakh”, 26 octobre 2020, disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2020/10/26/pas-de-departs-massifs-d-armeniens-de-france-pour-le-front-au-haut-karabakh_6057414_3210.html

Pierre Plottu et Maxime Macé, “Extrême droite : le patron des Zouaves Paris part combattre au Haut-Karabakh”, 30 octobre 2020, disponible sur : https://www.liberation.fr/france/2020/10/30/extreme-droite-le-patron-des-zouaves-paris-part-combattre-au-haut-karabakh_1803962/

Elie Guckert, “Au Haut-Karabakh, les identitaires français jouent à la guerre des civilisations”, 21 janvier 2021, disponible sur : https://www.mediapart.fr/journal/international/220121/au-haut-karabakh-les-identitaires-francais-jouent-la-guerre-des-civilisations?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5

“Fatal Armenian-Azeri border clash”, *BBC*, 5 mars 2008, disponible sur : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/europe/7278483.stm>

UN General Assembly, Resolution 62/243, 14 mars 2008, disponible sur : <https://undocs.org/en/A/RES/62/243>

“The positions of the EU and OSCE Minsk Group on UN General Assembly Resolution A/RES/62/243”, Karabakhfacts.com, disponible sur : <https://karabakhfacts.com/the-positions-of-eu-and-osce-minsk-group-on-un-general-assembly-resolution-ares62243/>

Anne-Cécile Robert and Romuald Sciora, *Qui veut la mort de l'ONU ?*, Eyrolles, Paris, 2018, disponible sur : <https://www.lgdj.fr/qui-veut-la-mort-de-l-onu-9782212569919.html>

Georgi Derluguian “In the Caucasus, There Is a Peace Agreement but Not Peace”, *Jacobin*, April 8 2021, disponible sur : <https://www.jacobinmag.com/2021/04/caucasus-peace-agreement-nagorno-karabakh-armenia-azerbaijan-conflict>